
TRANSITION ENERGETIQUE ALLEMANDE :

SUJETS CLES ET PREVISIONS POUR 2016

Pour la politique énergétique allemande, 2016 s'annonce comme une année mouvementée. La nécessité d'une réduction plus importante des émissions de CO₂, mise en exergue lors de la conférence de Paris sur le changement climatique, impliquera à terme des décisions difficiles concernant l'avenir du charbon. Le gouvernement a déjà entamé une série de réformes cruciales à la fois pour les énergies fossiles et pour les énergies vertes, tandis que les principaux fournisseurs d'énergie, contraints de se battre pour leur survie, ont recours à des restructurations dramatiques. En parallèle, une série d'élections régionales imminentes ainsi que les élections législatives de 2017 menacent de réduire le périmètre de cette politique. Clean Energy Wire a analysé les sujets clés du programme de l'Energiewende.

ÉMISSIONS DE CO₂ : COMMENT ATTEINDRE D'ICI 2020 LES OBJECTIFS FIXES DANS LE SILLAGE DE LA CONFERENCE DE PARIS ?

Officiellement, la conférence de Paris sur le changement climatique n'a pas changé grand-chose pour l'Allemagne. En revanche, elle a renforcé la pression exercée par le public pour contraindre le gouvernement à tenir les promesses déjà faites. Le [Programme d'action pour le climat 2020](#) est au cœur des efforts de l'Allemagne pour [réduire d'ici 2020 les émissions de CO₂ de 40 % par rapport aux niveaux de 1990](#). Cependant, [la liste des mesures attendant d'être mises en œuvre](#) est encore longue. C'est pourquoi Bärbel Höhn, membre du Parti écologiste allemand siégeant au Bundestag, a récemment qualifié le Programme d'action pour le climat « d'événement publicitaire ».

UN DEBAT SENSIBLE : QUAND ET COMMENT SORTIR DU CHARBON ?

En Allemagne, l'avenir du charbon est un sujet clé dans l'action pour le climat. En particulier, le lignite, combustible le plus polluant, produit encore près d'un quart de l'électricité du pays. Ce débat, qui rappelle celui de la sortie progressive du nucléaire, a de fortes chances de s'intensifier. Selon Patrick Graichen, directeur du groupe de réflexion sur l'énergie [Agora Energiewende](#)*, « en 2016, le gouvernement allemand devra s'occuper de la question du charbon. D'un côté, la part de notre énergie provenant de sources renouvelables ne cesse de croître, mais de l'autre, nous exportons de plus en plus d'énergie issue du charbon vers les pays voisins. » Graichen estime que l'Allemagne devrait fermer plus de la moitié de ses centrales à charbon dès 2030 afin d'atteindre ses objectifs climatiques à moyen et long termes.

En 2015, le gouvernement fédéral a décidé de retirer du marché environ 13 % de l'énergie issue du lignite pour la transférer vers une réserve d'urgence, un projet qui [pourrait être remis en cause au niveau européen](#) en 2016. Pourtant, la ministre de l'environnement Barbara Hendricks a récemment [déclaré](#) que le pays pourrait, selon elle, sortir du charbon d'ici 20 à 25 ans. Le Programme d'action pour le climat 2050 du gouvernement, qui doit être publié cet été et fait déjà l'objet de contestations de la part des industriels, pourrait révéler les projets du gouvernement à plus long terme concernant le charbon. « De nombreuses discussions portant sur une stratégie de sortie du charbon réellement crédible auront lieu

en 2016 » a confié Carsten Pfeiffer de l'Association fédérale allemande pour les énergies renouvelables ([BEE](#)) à Clean Energy Wire.

*Agora Energiewende, comme Clean Energy Wire, est subventionné par la Fondation européenne pour le climat et Stiftung Mercator.

LA MARGE DE MANŒUVRE POLITIQUE DIMINUE

Le capital politique nécessaire à la mise en œuvre de ces changements pourrait bien manquer au troisième cabinet d'Angela Merkel en 2016. En mars et septembre, cinq des 16 états fédérés éliront leurs gouvernements. Cela signifie souvent que les mesures impopulaires passent à la trappe car les enjeux politiques prennent le pas sur les questions de politique. Les élections qui se tiendront en mars dans le Bade-Wurtemberg seront particulièrement décisives pour l'Energiewende, puisque le tout premier Premier ministre écologiste, Winfried Kretschmann, qui doit en partie son élection à la catastrophe de Fukushima survenue en 2011, essaie de rester au pouvoir. Cependant, le CDU, parti conservateur, est actuellement [loin devant](#) dans les sondages. Par ailleurs, les préparatifs des élections législatives de 2017 débiteront un peu plus tard dans l'année. Les projecteurs sont sur Sigmar Gabriel, ministre de l'économie et de l'énergie, leader du parti social-démocrate et candidat probable à la chancellerie. Pour toutes ces raisons, la coalition au pouvoir du SPD et du CDU/CSU aura plus de mal à parvenir à un consensus sur les questions de politique énergétique.

En 2015, le gouvernement a pris plusieurs décisions importantes concernant la politique énergétique. Parmi les plus notables, la [refonte du marché de l'énergie](#), le [transfert de quelques vieilles centrales à lignite vers une réserve d'urgence](#) et la [décision d'enterrer des câbles d'alimentation majeurs](#) pour progresser dans l'extension du réseau. Dans le même temps, l'Allemagne a vu la part de [l'énergie issue de sources renouvelables s'envoler pour atteindre 30 %](#) de l'énergie consommée.

AVEC DE NOMBREUX ANNIVERSAIRES, 2016 SERA AUSSI L'ANNEE DE LA RETROSPECTION

Le soutien apporté à l'Energiewende (transition énergétique de l'Allemagne) ayant ses racines dans le mouvement anti-nucléaire, 2016 sera l'occasion d'évaluer la situation, avec des anniversaires importants à venir. La catastrophe de Tchernobyl, en Ukraine, a eu lieu il y a 30 ans, en avril. En réponse à celle-ci, l'Allemagne a cessé de commander de nouveaux réacteurs. Il y a cinq ans, en mars, la fusion du cœur du réacteur dans une centrale de Fukushima, au Japon, a convaincu le gouvernement d'Angela Merkel de faire marche arrière sur l'extension des licences d'exploitation de la flotte nucléaire allemande. Huit des 17 réacteurs ont été immédiatement mis hors service. Les médias allemands, de même que le grand public, vont certainement revenir sur ces deux événements, puisque les médias profitent souvent des anniversaires pour faire le point sur la situation actuelle. Par ailleurs, la loi pour l'injection d'électricité ([Stromeinspeisungsgesetz](#)), précurseuse de l'actuelle Loi sur les énergies renouvelables (EEG), aura 25 ans en décembre.

REFORME DES AIDES A L'ELECTRICITE VERTE

Le programme d'aide de l'Allemagne pour une électricité verte fera l'objet de réformes cruciales en 2016. Pour remplacer les prix de rachat fixés à l'avance par le gouvernement, la nouvelle [Loi sur les énergies renouvelables \(EEG\)](#) introduit progressivement une procédure d'appel d'offres pour les producteurs d'énergie verte. Au lieu de prix fixes, les sociétés se disputeront les aides lors d'enchères en soumettant leurs coûts de production. Pour l'essentiel, cette procédure sera lancée en 2017, à l'exception des programmes pilotes pour l'énergie solaire débutés en 2015 et de l'énergie éolienne en mer qui en sera exemptée pendant quelques années. Cependant, les [réformes de l'EEG](#) n'en sont encore qu'au stade parlementaire.

Le ministère de l'énergie prévoit également de resserrer son contrôle sur l'expansion de l'énergie verte. Suivant la [formule](#) actuelle, l'éolien terrestre devrait voir sa croissance ralentie ou accélérée en fonction de la montée en puissance d'autres sources d'énergie renouvelables. L'objectif visé pour 2025, une énergie issue à 45 % de sources renouvelables, correspond à une expansion plus lente que ces dernières années. Selon l'Association pour les énergies renouvelables ([BEE](#)), cela reviendrait à « mettre le holà » à l'expansion de l'énergie verte. « J'ai bien peur que l'on assiste en 2016 à une forte restriction de la source d'électricité verte meilleure marché, l'éolien terrestre » confie Carsten Pfeiffer. Hildegard Müller, Présidente du Conseil d'administration exécutif de [BDEW](#), le plus grand lobby allemand de fournisseurs d'énergie, n'est pas d'accord. « La réforme n'a que trop tardé et nous attendons sa mise en œuvre avec impatience. Mais bien sûr, l'expansion de l'éolien terrestre doit se poursuivre » a-t-elle assuré à Clean Energy Wire.

COÛTS ET STABILITÉ DU RÉSEAU : UN TEST POUR L'INTEGRATION EUROPEENNE

Les tarifs du réseau sont en hausse et vont probablement continuer à augmenter. Cela devrait alimenter le débat public concernant les coûts de l'Energiewende dans son ensemble, ainsi que les demandes d'une plus grande transparence quant à leur mode de calcul. La part croissante de l'électricité verte fluctuante met également plus de pression sur le réseau lui-même. En 2014 puis 2015, le coût des mesures nécessaires à l'équilibrage du réseau a doublé pour atteindre aujourd'hui plus de 500 millions d'euros par an, selon l'opérateur de réseau 50Hertz. Cependant, cette pression pourrait diminuer en 2016, selon Graichen d'Agora Energiewende : « En 2016, la première extension majeure du réseau sera complètement opérationnelle. Elle connectera le nord-est de l'Allemagne à la Bavière dans le sud. » Selon lui, la sécurité d'approvisionnement dans le sud de l'Allemagne pourrait grandement s'améliorer et la pression sur le système s'en trouver réduite.

Le 23 janvier, l'organisme de régulation du réseau allemand devra se prononcer sur une question controversée : [scinder la zone de prix formée avec l'Autriche](#). Si cela ressemble à un sujet bureaucratique, cette question s'inscrit dans un débat plus large. L'intégration des marchés étant l'un des principaux sujets du programme énergétique européen, les détracteurs pourraient y voir un revers dû à une volonté de l'Allemagne de développer trop rapidement les énergies renouvelables. L'extension du réseau, comme en conviennent la plupart des parties, est essentielle pour rendre le réseau compatible avec une part toujours plus grande d'énergie issue de sources renouvelables. Mais cette extension a été retardée par la décision politique de construire plus de câbles souterrains, qui coûtent également cher. Le projet de développement du réseau sera [réexaminé en 2016](#) et devra prendre cela en compte. Par ailleurs, les opérateurs du réseau de distribution attendent de nouveaux financements avec impatience. Hildegard Müller de BDEW souhaite « une meilleure réglementation permettant de garder les réseaux locaux et régionaux à jour et de répondre aux défis de l'Energiewende. »

ÉLECTROMOBILITÉ ET EFFICACITÉ : BESOIN URGENT DE PROGRES

L'objectif du gouvernement de l'Allemagne consistant à avoir un million de véhicules électriques sur les routes d'ici 2020 a déjà « échoué » [selon](#) une récente déclaration de la société de conseil Bain & Company. Fin 2015, il y aura environ 50 000 voitures électriques, mettant l'Allemagne bien en retard pour remplir cet objectif inscrit dans sa stratégie globale sur le climat. « Le gouvernement allemand fera face à une pression encore plus importante visant à le forcer à mettre enfin d'autres mesures en œuvre pour soutenir les ventes de véhicules électriques » estime Carsten Pfeiffer de BEE.

Par ailleurs, l'efficacité énergétique progresse lentement ; de nombreuses organisations environnementales [qualifient](#) cette question « d'enfant à problèmes » de l'Energiewende. 2016 sera une année cruciale pour [la mise en œuvre des mesures du Plan d'action national pour l'efficacité énergétique \(NAPE\)](#). Comme l'explique Patrick Graichen d'Agora Energiewende, « augmenter l'efficacité est l'autre priorité absolue du gouvernement, car l'écart entre l'objectif d'efficacité fixé pour

2020 et la réalité ne cesse de croître. La consommation a augmenté de quelques cinq térawattheures en 2015 alors que nous devons réduire notre consommation annuelle de 40 térawattheures d'ici 2020. »

LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS DE L'ALLEMAGNE EN PLEINE

RESTRUCTURATION POUR S'ADAPTER A L'ENERGIEWENDE

2016 sera une année cruciale pour les principaux fournisseurs de l'Allemagne, qui ont subi une baisse drastique de leur valeur marchande en 2015. Face à de multiples défis, comme la présence dans leurs portefeuilles d'une faible part d'énergie issue de sources renouvelables et l'obligation de payer pour la mise hors service des centrales nucléaires et le traitement des déchets toxiques, les deux entreprises dominantes, E.ON et RWE, sont en pleine restructuration. À compter du 1er janvier, E.ON va confier ses activités liées aux combustibles fossiles à une entreprise « spin-off », [Uniper](#). D'ici la fin de l'année 2016, RWE [placera ses divisions réseau et énergies renouvelables dans une entité distincte](#) dont elle vendra des parts afin de lever des fonds. Selon Gerard Reid, co-fondateur de la société de conseil londonienne Alexa Capital, « changer la direction d'un superpétrolier n'est pas une tâche aisée. Cela va demander du temps, des efforts, de l'argent et du courage. » Compte tenu des défis de plus en plus difficiles liés aux nouvelles technologies, tels que le stockage local, Reid admet qu'il ne parierait pas sur leur existence en 2020.

Retrouvez [par ici](#) notre calendrier listant les événements de 2016 mis à jour régulièrement.

Jakob Schlandt est un contributeur freelance de Clean Energy Wire. Il écrit également pour Europolitics et BIZZ energy today ainsi que sur son propre blog <http://phasenpruefer.info>.